

Crise de crédibilité

Alimentation, pauvreté et changement climatique : un programme pour les dirigeants des pays riches

L'année 2008 se situe à mi-chemin de l'échéance fixée pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. En dépit de certains progrès, ils ne seront pas atteints si les tendances actuelles continuent. Selon les prévisions, 30 milliards de dollars manquent encore pour honorer les promesses d'aide, représentant le prix de 5 millions de vies. La réunion du G8 au Japon donne le coup d'envoi d'une série de sommets à haut niveau pour l'année 2008. Les pays riches doivent mettre à profit ces rencontres pour s'assurer que les objectifs soient atteints et que des réponses concrètes soient apportées au changement climatique et à la crise alimentaire actuelle. Les difficultés économiques ne doivent pas servir de prétexte : la crédibilité des pays riches est en jeu.

Résumé

En 2008, la pauvreté n'est pas une fatalité. Aucune femme ne devrait mourir, lors d'un accouchement, faute de soins médicaux. Aucun enfant ne devrait mourir de pneumonie, par manque de médicaments. Aucune fille ne devrait être obligée de regarder ses frères partir à l'école, alors qu'elle reste à la maison. Aucune famille ne devrait voir ses moyens de subsistance ravagés par des inondations. Aucune femme ne devrait être obligée de laisser ses enfants mettre leur vie en danger en s'endormant le ventre creux ou pour avoir bu de l'eau non potable.

L'année 2008 se situe à mi-chemin de l'échéance fixée pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), conclus par 147 pays en 2000. Ils traitent essentiellement de la pauvreté, de la faim, des inégalités entre sexes, de l'éducation, de la santé, de l'eau, de l'hygiène et, enfin, de l'environnement. Loin de représenter des objectifs impossibles, les OMD furent choisis parcequ'ils sont atteignables. Ainsi grâce à une action concertée, ils peuvent et devraient être atteints – voire éventuellement dépassés – afin de jeter la pauvreté extrême aux oubliettes.

Tableau 1 : Les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

Objectifs	1	2	3	4	5	6	7	8
	Réduction de l'extrême pauvreté et de la faim	Assurer l'éducation primaire pour tous	Promouvoir l'égalité des sexes et renforcer l'autonomie des femmes	Réduire la mortalité infantile	Améliorer la santé maternelle	Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies	Assurer un environnement durable	Mettre en place un partenariat mondial pour le développement
Cibles principales	Réduire de moitié le nombre de personnes vivant avec moins de 1\$ par jour d'ici 2015. Réduire de moitié le nombre de personnes qui souffrent de la faim d'ici 2015	D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires	Éliminer les disparités entre les sexes dans l'éducation primaire et secondaire d'ici 2005, et à tous les niveaux d'éducation d'ici 2015	Réduire de deux tiers le taux de mortalité des moins de cinq ans d'ici 2015	Réduire de trois quarts le taux des femmes mourant pendant l'accouchement d'ici 2015	Arrêter et commencer à renverser l'incidence du VIH/SIDA et d'autres maladies graves d'ici 2015	Réduire de moitié le nombre de personnes n'ayant pas accès à l'eau potable ou à des infrastructures sanitaires de base d'ici 2015	Élaborer un système commercial non discriminatoire et réglementé, fournir une aide plus généreuse et s'attaquer au problème de la dette

Source : Oxfam (2004) *Le prix à payer*

Des progrès remarquables sont possibles, et ce même dans les pays les plus pauvres. Au Rwanda, la mortalité infantile due à la malaria a diminué de deux tiers au cours des deux dernières années. À l'heure actuelle, un enfant né en Tanzanie a 25% moins de chances de mourir avant son premier anniversaire que sa sœur née quatre ans auparavant. Créé à l'occasion du dernier sommet du G8 qui s'est tenu au Japon en 2000, le Fonds mondial de

lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme a déjà distribué 30 millions de moustiquaires pour combattre le paludisme et sauve 3000 vies par jour.

Le changement est bel et bien possible ! C'est d'ailleurs certainement le facteur le plus déterminant de ces transformations ; le désespoir dans les pays pauvres et l'apathie des pays riches constituent en fait les plus grands obstacles. Au Malawi, la croissance économique soutenue, les aides gouvernementales pour l'achat d'engrais contribuant à des récoltes exceptionnelles, la distribution massive de médicaments gratuits pour le traitement du sida et la diminution du nombre de personnes infectées, une augmentation de 50 % des salaires des infirmières, ainsi que la gratuité de l'éducation primaire pour tous les enfants sont autant de facteurs qui ont contribué au sentiment d'optimisme palpable dans le pays. Considérant la situation six ans auparavant, lorsque le pays fut frappé par une crise alimentaire, les progrès sont extraordinaires. Il reste beaucoup de chemin à parcourir, certains revers et coups durs sont inévitables. Mais le premier ingrédient de la réussite est la conviction que celle-ci est à portée de main.

Ces progrès rendent encore plus inacceptables les larges défaillances dans la réalisation des OMD. La hausse rapide des prix alimentaires menace de renverser les progrès accomplis et, ainsi, de ramener des millions de personnes sous le seuil de pauvreté. À mi-parcours, loin d'être en route vers le succès, le monde essuie une défaite. Les pays riches ne sont pas les seuls responsables de cet échec. Les gouvernements des pays pauvres peuvent et doivent faire beaucoup plus. Oxfam travaille avec les militants et les citoyens des pays en développement pour exiger un changement de la part de leurs dirigeants.

Mais les pays riches continuent de contrôler 60 % de l'économie mondiale, comme ils génèrent 60 % des émissions mondiales de carbone. Ils ont le pouvoir de faire réussir ou échouer des négociations commerciales ou climatiques en fonction de leurs concessions ou des exigences qu'ils imposent aux pays en développement. Ils produisent la plupart des armes. Ils sont les créanciers qui réclament le remboursement de dettes illégitimes et écrasantes : des dettes souvent contractées pour l'achat des armes en question. Mais la contrepartie de ce pouvoir est une grande responsabilité. Leur argent et leur pouvoir doivent contribuer à la construction d'un monde meilleur et plus juste. En effet, quand ces pays prennent des mesures, telles que l'annulation de la dette ou la distribution de médicaments pour les personnes séropositives et atteintes du sida, ils sauvent des vies.

D'ici à 2010, une aide de 150 milliards de dollars supplémentaires par an sera nécessaire pour atteindre les OMD¹. Afin de dépasser ces objectifs et de mettre fin à la pauvreté, et non simplement la réduire de moitié, les pays riches devront enfin tenir leur promesse, faite en 1970, de consacrer 0,7 % de leurs richesses à l'aide. Dans le cadre d'une action sans précédent, les dirigeants de toutes les principales organisations multilatérales, dont la Banque mondiale, les Nations unies (ONU), le Fonds monétaire international (FMI) et la Commission européenne (CE) ont publié conjointement, en mai 2008, un plan d'investissement détaillé pour l'Afrique, qui montre clairement et précisément les interventions vitales pouvant être réalisées, si l'aide promise au G8 de Gleneagles était fournie.

L'intervention des pays riches pour éliminer la pauvreté n'est pas seulement une obligation morale. Un monde en développement plus prospère et plus

sûr est dans l'intérêt de tous : partenaires commerciaux plus nombreux, réduction de la menace de conflits armés et de terrorisme, moins de pression sur les migrations économiques... Cela permet au monde d'agir collectivement pour s'attaquer aux crises mondiales que sont par exemple le changement climatique et les pandémies.

Hélas, en dépit de ces évidences, les dirigeants des pays riches choisissent généralement se cacher derrière les promesses, la polémique et leur propre intérêt à court terme.

Au cours des mois à venir, les dirigeants auront la possibilité de prendre les mesures nécessaires à la lutte contre la pauvreté à l'occasion d'une série de réunions importantes et ainsi rétablir leur crédibilité. Le Japon, qui préside le G8 cette année, doit faire pression sur les autres pays riches afin que ces derniers prennent des mesures lors du sommet de juillet. Au-delà du G8, la réunion d'urgence organisée par le Secrétaire général des Nations unies en septembre, pour les OMD, puis le Sommet d'Accra sur l'efficacité de l'aide organisé au Ghana ce même mois et, enfin, la Conférence sur le financement du développement à Doha, en novembre, sont des occasions importantes de rendre des comptes. De ces réunions doivent sortir des plans d'action, assortis de financements, dans le but d'atteindre les OMD. Le sommet sur le changement climatique, à Poznan en Pologne, en décembre, sera l'occasion de parvenir à un accord équitable sur le climat. Les millions de militants des pays riches et pauvres qui exigent des mesures contre la pauvreté et les inégalités, sont toujours présents et seront au rendez-vous cette année, ainsi que les années futures, jusqu'à ce que leurs dirigeants tiennent les promesses qu'ils ont pris en leur nom.

Oxfam propose un ordre du jour en six points aux dirigeants du G8 et aux autres pays riches dans le cadre de ces réunions cruciales. Ils doivent dès à présent suivre les étapes suivantes :

- 1 Cesser de « brûler » la nourriture et soutenir les petites exploitations**
- 2 Honorer les promesses d'aide non tenues**
- 3 Soutenir la santé, l'éducation, l'eau et l'hygiène pour tous**
- 4 Changement climatique : cesser de nuire et aider**
- 5 Donner la priorité aux femmes et aux filles**
- 6 Donner la priorité à la sécurité pour le développement durable**

Les hausses récentes et rapides des prix alimentaires plongent dans une misère indicible des millions de personnes, et se traduisent par le désespoir et la colère provoquant des émeutes dans le monde entier. L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) estime que les agrocarburants contribuent à hauteur de 30% à la récente hausse des prix alimentaires². Le FMI estime que 50 % de l'augmentation de la consommation des principales cultures vivrières est imputable à la croissance rapide de l'utilisation du maïs américain pour les agrocarburants. À moins que les nouveaux objectifs d'accroissement de la production des agrocarburants ne soient gelés, la situation ne fera qu'empirer. Les riches ne peuvent brûler de la nourriture, alors que les pauvres meurent de faim. Ils

doivent revoir leur soutien en matière d'agrocarburants, à l'origine de la hausse des prix alimentaires. Parallèlement, l'aide humanitaire et l'investissement à long terme dans l'agriculture, par exemple les semences et engrais subventionnés, devraient être augmentés rapidement et renforcés par des règles commerciales équitables.

En effet, l'aide ne devrait pas diminuer, elle devrait, au contraire, s'accroître. Les pays riches n'allouent à l'aide qu'un peu plus de la moitié de leurs richesses par rapport à 1962. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a confirmé les prévisions d'Oxfam selon lesquelles, en 2010, pas moins de 30 milliards de dollars pourraient manquer aux promesses d'aide annuelle supplémentaire, fixées à 50 milliards de dollars par les pays riches – une somme qui pourrait sauver 5 millions de vies. Les dirigeants des pays riches sont parvenus à réunir environ mille milliards de dollars afin de renflouer leurs banques irresponsables, ils sont pourtant incapables de réunir 30 milliards de dollars pour l'aide. De nombreuses personnes sont lassées des promesses non tenues et des excuses peu crédibles. Si l'Espagne est en mesure d'augmenter son aide de 33 % en un an, il en va de même pour le Japon, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. Il est tout simplement faux qu'une dépense de 0,7 % du revenu national pour l'aide publique au développement n'est pas faisable budgétairement ou politiquement. Par ailleurs, la qualité de l'aide doit être améliorée de manière radicale. L'aide française doit être dépensée dans les secteurs de la santé et de l'éducation, plutôt que d'être dispensée dans des bourses d'études pour les étudiants étrangers de la Sorbonne ou d'autres universités françaises. L'aide doit soutenir les plans gouvernementaux, et non pas les projets choisis par des donateurs. De plus, les engagements d'aide doivent être budgétés sur plusieurs années plutôt que sur quelques mois.

Cette année marque le dixième anniversaire de la première grande mobilisation internationale en faveur de l'annulation de la dette (Jubilé 2000), au G8 de Birmingham en 1998. L'annulation de la dette est la meilleure chose que le G8 n'ait jamais faite pour les pays pauvres, sous l'énorme pression de cette campagne mondiale. Elle a entraîné le doublement des dépenses sociales dans de nombreux pays. À l'heure actuelle, la tendance s'est renversée et un plus grand nombre de pays a besoin d'aide. La dette du Bangladesh n'a pas été annulée et ce pays continue à payer 2 millions de dollars par jour aux pays riches. Les règles doivent également être modifiées pour empêcher l'apparition d'une nouvelle crise d'endettement et punir les bailleurs de fonds irresponsables qui émettent des chèques destinés aux dictateurs et exigent ensuite leur remboursement par leur population.

Les services publics de base tels que la santé, l'éducation, et l'accès à une eau propre sont des objectifs incontournables en matière de lutte contre la pauvreté et les inégalités. L'accès libre et universel à ces services de base a permis de faire de vastes progrès. Pour le financement de ces services, des fonds doivent être octroyés par les pays riches : ils devraient soutenir les plans gouvernementaux en matière de services publics universels gratuits. Ces mêmes pays riches doivent cesser d'attirer les professionnels de santé des pays pauvres ou de défendre les bénéfices de leurs entreprises pharmaceutiques au détriment de médicaments accessibles à tous.

Le changement climatique touche tout d'abord les populations pauvres et ce de manière plus sévère, en provoquant de plus en plus de sécheresses et

d'inondations qui menacent leurs moyens de subsistance. Bien que 2015 ne soit pas compris directement dans les OMD, cette année représente également une étape importante pour les efforts de lutte contre le changement climatique. Nos chances d'éviter les impacts climatiques non maîtrisables seront très minces, si la tendance mondiale de croissance des émissions de gaz à effets de serre n'est pas inversée d'ici à 2015. Ce phénomène aura des conséquences directes sur la vie ou la mort des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables dans le monde.

Cette année, le climat sera au centre des discussions du G8, mais il semble peu probable que les dirigeants du G8 se décident à soutenir un accord ambitieux après 2012, dans le cadre des Nations unies. La Chine sera présentée comme l'un des principaux problèmes. En fait, les émissions des pays riches sont à l'origine du problème. Ils sont au premier rang pour une réduction rapide et importante de leurs émissions, ainsi que pour une aide aux populations des pays pauvres afin de s'adapter aux impacts déjà visibles du changement climatique. A l'occasion du G8, des fonds destinés à aider les pays pauvres à s'adapter seront annoncés par le Royaume-Uni, les Etats-Unis et le Japon, mais une grande partie de cet argent sera prélevée de budgets d'aide existants, et dans le cas du Royaume-Uni, il s'agira de prêts. Les pays pauvres sont victimes d'une triple injustice : ils doivent payer le prix de la pollution des pays riches, le peu d'argent destiné à les aider est détourné des promesses d'aide au développement nécessaire par ailleurs et ils doivent rembourser l'argent avec des intérêts. C'est inacceptable ! Les pays riches doivent fournir au moins 50 milliards de dollars par an afin de dédommager les pays pauvres affectés par la pollution liée à leur dépendance au carbone.

Donner la priorité aux femmes et aux filles est une condition préalable à tout progrès. L'éradication de la pauvreté exigera des financements et une prise en main sérieuse de la part des Nations unies.

La pauvreté, en particulier l'inégalité entre différents groupes, contribue à bon nombre des 31 principaux conflits armés dans le monde. Au cours des cinq années à venir, tout pays pauvre dans le monde pourrait avoir une chance sur six de faire face à une guerre civile, dont les femmes seraient les plus durement touchées. Les gouvernements du G8 figurent parmi les plus grands trafiquants d'armes et le flux massif d'armes non réglementées compromet les possibilités de réduction de la pauvreté. Actuellement, les dépenses en armes sont douze fois supérieures aux dépenses destinées à l'aide. Si la tendance était renversée, la pauvreté et l'insécurité pourraient disparaître. Le monde a besoin d'un Traité sur le commerce des armes dûment mis en application.

Le G8 et d'autres nations riches ont le pouvoir et la possibilité d'éradiquer la pauvreté. Ils ont le pouvoir de mettre un terme à la crise alimentaire actuelle et de lutter contre le changement climatique. Il n'est pas encore trop tard, mais il le sera, si les nations riches n'agissent pas rapidement.

Recommandations

1. Cesser de « brûler » la nourriture et soutenir les petites exploitations

- Se mettre d'accord pour geler tous les nouveaux objectifs en matière d'agrocarburants et revoir de toute urgence les objectifs existants, accepter également de démanteler les subventions et les exonérations fiscales qui détournent de la production agricole et qui sont ainsi à l'origine de la hausse des prix alimentaires et de l'aggravation de la pauvreté ;
- Accroître rapidement l'aide humanitaire à hauteur de 14,5 milliards de dollars, somme nécessaire pour aider immédiatement les populations les plus pauvres et les plus exposées au risque d'une crise alimentaire ;
- Mettre fin aux 20 années de négligence en matière de soutien international aux petits exploitants et ouvriers agricoles et accroître l'investissement dans le secteur de l'agriculture et du développement rural ;
- Passer des accords commerciaux plus justes pour mettre fin aux pratiques de « dumping » et s'assurer que les pays pauvres soient en mesure de soutenir les agriculteurs les plus pauvres et de promouvoir leur sécurité alimentaire.

2. Honorer vos promesses d'aide non tenues

- Le Japon doit conduire le G8 à fournir un plan d'urgence détaillé avec des augmentations budgétaires annuelles, afin de tenir les promesses du G8 de Gleneagles et même d'aller au-delà en atteignant les 0,7 % du revenu national brut (RNB) ;
- Agir rapidement pour améliorer la qualité de l'aide, en mettant en oeuvre les objectifs fixés et en allant au-delà, plus particulièrement en augmentant les engagements prévisibles pluriannuels, ainsi que le montant de l'aide budgétaire ;
- Se mettre d'accord sur un mécanisme indépendant de suivi de la quantité et de la qualité de l'aide, sous l'égide de l'ONU ;
- Se mettre d'accord sur l'annulation de la dette pour tous les pays qui en ont besoin pour réaliser les OMD.

3. Financer la santé, l'éducation, l'eau et l'hygiène pour tous

- Fournir les 76 milliards de dollars d'aide annuelle nécessaire pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement en matière de santé, de sida, d'éducation, d'eau et d'hygiène ;
- Mettre en place un plan mondial afin de financer les systèmes de santé nationaux, incluant le recrutement de 4,25 millions de professionnels de la santé nécessaires ;
- Mettre sur pied un groupe de travail de haut niveau pour les questions d'eau et de sanitaire, accompagné d'un mécanisme de

suivi précis pour s'assurer que les plans nationaux sont encouragés et financés.

4. Changement climatique : arrêter de nuire et commencer à aider

- Prendre ses responsabilités et s'engager à réduire de façon ambitieuse les émissions nationales de carbone (au moins 25 – 40 % d'ici 2020 par rapport aux niveaux de 1990) ; commencer à réduire les émissions d'ici à 2015 et s'assurer que le réchauffement planétaire ne dépasse pas le seuil de 2 °C ;
- Honorer immédiatement les obligations de financement des besoins les plus urgents dans les pays les plus vulnérables, et ce par une contribution d'au moins 50 milliards de dollars par an de la part des pays riches pour un financement partagé et équitable de l'adaptation. Ces fonds devraient être fournis par l'intermédiaire d'institutions de l'ONU bien établies et ne devraient pas être considérés comme de l'aide au développement.

5. Donner la priorité aux femmes et aux filles

- Garantir un financement protégé pour les organisations de femmes et pour d'autres activités liées au genre ;
- Mettre sur pied une agence onusienne responsable des questions de genre.

6. Donner la priorité à la sécurité pour un développement durable

- Tous les membres du G8, ainsi que les autres nations riches, doivent soutenir le processus visant à mettre en oeuvre un Traité sur le commerce des armes, qui soit fondé sur le respect des droits de l'homme et du droit humanitaire international.

Notes

¹ En 2003, les Nations unies estimaient qu'un minimum de 152 milliards de dollars d'aide annuelle serait nécessaire d'ici 2010 pour atteindre les OMD (*Investir dans le développement 2005*). Ce montant est passé à 193 milliards de dollars en dollars 2007. Les niveaux d'aide actuels sont de 103 milliards de dollars, et à Gleneagles, le G8 a promis d'augmenter cette somme à 132 milliards de dollars d'ici 2010. Le CAD de l'OCDE estime qu'environ 50 % de l'aide actuelle est ce qu'on appelle une « aide programmable par pays » – il s'agit de l'aide qui parvient au pays et qui n'est pas redirigée vers des dépenses telles que des bourses d'études. Par conséquent, des 103 milliards de dollars alloués en 2007, environ 50 milliards de dollars peuvent compter pour les OMD. Cela signifierait que pour atteindre 193 milliards de dollars, les pays riches ont besoin de fournir une aide annuelle supplémentaire de 150 milliards de dollars. Si les pays vont au-delà et octroient les 0,7 % promis, les niveaux d'aide avoisineront 260 milliards de dollars en dollars 2007. Cela permettrait aux pays de dépasser les OMD et de contribuer largement à l'éradication de la pauvreté.

²

Voir

www.guardian.co.uk/environment/2008/feb/26/food.unitednations.

© Oxfam International juin 2008

Cet article a été rédigé par Max Lawson. Oxfam remercie entre autres les personnes suivantes pour leur assistance dans sa réalisation: Henri Northover, Paul Cook, Lucia Fry, Sarah Williams, Antonio Hill, Amy Barry, Katherine Nightingale, Ed Cairns, Rob Bailey, Liz Stuart, Hetty Kovach et Ines Smyth. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Le texte peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel: publish@oxfam.org.uk

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter : advocacy@oxfaminternational.org.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Oxfam International est une confédération de 13 organisations qui travaillent ensemble dans plus de 100 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice : Oxfam Amérique, Oxfam Allemagne, Oxfam Australie, Oxfam-en-Belgique, Oxfam Canada, Oxfam France - Agir ici, Oxfam Grande-Bretagne, Oxfam Hong Kong, Intermón Oxfam (Espagne), Oxfam Irlande, Novib Oxfam Pays-Bas, Oxfam Nouvelle-Zélande et Oxfam Québec. N'hésitez pas à appeler ou écrire aux organisations listées ci-dessous pour toute information complémentaire. Vous pouvez également vous rendre sur : www.oxfam.org/fr

Oxfam Amérique 226 Causeway Street, 5th Floor Boston, MA 02114-2206, USA +1 617 482 1211 (Toll-free 1 800 77 OXFAM) Courriel : info@oxfamamerica.org www.oxfamamerica.org	Oxfam Hong Kong 17/F., China United Centre, 28 Marble Road, North Point, Hong Kong Tel: +852 2520 2525 Courriel : info@oxfam.org.hk www.oxfam.org.hk
Oxfam Australie 132 Leicester Street, Carlton, Victoria 3053, Australia Tel: +61 3 9289 9444 Courriel : enquire@oxfam.org.au www.oxfam.org.au	Intermón Oxfam (Espagne) Roger de Llúria 15, 08010, Barcelona, Spain Tel: +34 902 330 331 Courriel : info@intermonoxfam.org www.intermonoxfam.org
Oxfam-en-Belgique Rue des Quatre Vents 60, 1080 Brussels, Belgium Tel: +32 2 501 6700 Courriel : oxfamsol@oxfamsol.be	Oxfam Irlande Dublin Office, 9 Burgh Quay, Dublin 2, Ireland Tel: +353 1 672 7662 Belfast Office, 115 North St, Belfast BT1 1ND, UK Tel: +44 28 9023 0220 Courriel :

www.oxfamsol.be	communications@oxfamireland.org www.oxfamireland.org
Oxfam Canada 250 City Centre Ave, Suite 400, Ottawa, Ontario, K1R 6K7, Canada Tel: +1 613 237 5236 Courriel : info@oxfam.ca www.oxfam.ca	Oxfam Nouvelle-Zélande PO Box 68357, Auckland 1145, New Zealand Tel: +64 9 355 6500 (Toll-free 0800 400 666) Courriel : oxfam@oxfam.org.nz www.oxfam.org.nz
Oxfam France - Agir ici 104 rue Oberkampf, 75011 Paris, France Tel: + 33 1 56 98 24 40. Courriel : info@oxfamfrance.org www.oxfamfrance.org	Oxfam Novib (Pays-Bas) Mauritskade 9, Postbus 30919, 2500 GX, The Hague, The Netherlands Tel: +31 70 342 1621 Courriel : info@oxfamnovib.nl www.oxfamnovib.nl
Oxfam Allemagne Greifswalder Str. 33a, 10405 Berlin, Germany Tel: +49 30 428 50621 Courriel : info@oxfam.de www.oxfam.de	Oxfam Québec 2330 rue Notre Dame Ouest, bureau 200, Montreal, Quebec, H3J 2Y2, Canada Tel: +1 514 937 1614 Courriel : info@oxfam.qc.ca www.oxfam.qc.ca
Oxfam GB Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, UK Tel: +44 1865 473727 Courriel : enquiries@oxfam.org.uk www.oxfam.org.uk	

Secrétariat d'Oxfam International: Suite 20, 266 Banbury Road, Oxford, OX2 7DL, UK
Tel: +44 1865 339100 Courriel : information@oxfaminternational.org Web
site: www.oxfam.org

Bureaux de plaidoyer d'Oxfam International :

Courriel : advocacy@oxfaminternational.org

Washington : 1100 15th St., NW, Ste. 600, Washington, DC 20005-1759, USA, Tel: +1
202 496 1170.

Bruxelles : Rue Philippe le Bon 15, 1000 Brussels, Belgium, Tel: +322 502 0391.

Genève : 15 rue des Savoises, 1205 Geneva, Switzerland, Tel: +41 22 321 2371.

New York : 355 Lexington Avenue, 3rd Floor, New York, NY 10017, USA, Tel: +1 212 687
2091.

Organisations liées à Oxfam. Les organisations suivantes sont liées à Oxfam
International :

Oxfam Japon Maruko bldg. 2F, 1-20-6, Higashi-Ueno, Taito-ku, Tokyo 110-0015, Japan

Tel: + 81 3 3834 1556. Courriel : info@oxfam.jp Web site: www.oxfam.jp

Oxfam Trust en Inde B - 121, Second Floor, Malviya Nagar, New Delhi, 1100-17, India

Tel: + 91 11 2667 3 763. Courriel : info@oxfamint.org.in Web site:

www.oxfamint.org.in

Membre observateur d'Oxfam. L'organisation suivante est actuellement membre
observateur d'Oxfam et travaille vers une possible adhésion totale :

Fundación Rostros y Voces (Mexique) Alabama No. 105 (esquina con Missouri), Col.
Napoles, C.P. 03810 Mexico, D.F., Tel/Fax: + 52 55 5687 3002. Courriel :

comunicacion@rostrosyvoces.org Web site:
www.rostrosyvoces.org